

Marchés et Sécurité Alimentaire dans le Bassin Est

Bénin, Niger, Nigéria, Tchad - Février 2010

Jean-Martin Bauer, PAM

Mahamat Foye, FEWS NET

Laouali Ibrahim, FEWS NET

Yahaye Tahirou, FEWS NET

Bernardin Zougrana, CILSS

Salawu Abdul Aziz, NFRA

Mrs Turaki Ramatu, NEMA

M. Ngabo Guila Ngague, SAP/FAO



Résumé

D'une manière générale, la campagne agricole 2009/2010 dans le bassin est s'est achevée de manière mitigée. Au Niger et au Tchad, l'arrêt précoce des pluies utiles à la mi-septembre a été préjudiciable à l'issue de la campagne agropastorale. Les cultures n'ont pas pu boucler convenablement leur cycle et le pâturage a été mauvais souvent pour la deuxième année consécutive. Il en est de même de l'extrême Nord du Nigeria notamment l'extrême nord des Etats du Borno, Yobé, Jigawa, Katsina, Zamfara et Sokoto. En revanche, au Bénin (plus particulièrement la partie septentrionale) ainsi qu'au Nigeria (en particulier le Nord-Centre) et la zone Méridionale du Tchad l'issue de la campagne a été assez bonne avec une production céréalière satisfaisante.

Les stocks paysans hérités en 2009, sont en général en hausse à cause des bonnes productions de 2008, des opportunités du marché qui ont poussé les paysans à une meilleure gestion de leurs stocks pour bénéficier de meilleurs prix mais aussi à cause des politiques publiques d'appui au stockage paysan notamment celles du gouvernement Fédéral au Nigeria.

En ce qui concerne le stock commerçants, beaucoup de commerçants notamment nigériens ont déclaré disposer de stocks importants. Toutefois certains ont déclaré que leur stocks de report sont en général à un niveau inférieur à la moyenne des années avant 2008 compte tenu du niveau élevé des prix, des incertitudes qui entourent le marché avec notamment les interventions des gouvernements qui pourraient interdire les exportations ou fixer les prix.

Les stocks institutionnels (publics, donateurs et coopératifs) ont également bénéficié des bonnes productions de 2008 et de l'attention des pouvoirs publics qui ont eu peur d'une autre crise comme celle de 2005. Ils ont de ce fait été rehaussés dans tous les pays

Actuellement on peut dire que les marchés fonctionnent normalement. L'offre est très bonne sur tous les marchés visités. Les disponibilités sont satisfaisantes avec les récoltes qui ont été globalement très bonnes dans la zone soudanienne. Le déficit important au Niger et au Tchad a occasionné une demande très active pour la consommation humaine dans ces pays. Elle est encore très forte au Niger ce qui est normal vu le déficit enregistré cette année dans ce pays. Les céréales importées constituent actuellement plus de 90 pourcent des céréales présentes sur les marchés du Niger avec une forte domination du maïs. Fait encore important cette année, est la faiblesse de la demande industrielle au Nigeria. En effet contrairement aux années antérieures, cette demande n'a pas été très expressive sur les marchés cette année.

Contrairement aux années antérieures, il n'y a aucune mesure cette année entravant ou allant dans le sens d'entraver le commerce céréaliers dans le bassin est. Des flux soutenus de céréales sèches émanant de la zone soudanienne approvisionnent actuellement les principaux marchés du Sahel Est. Les achats régionaux de céréales restent possible jusqu'à la fin du 1er trimestre.

L'accessibilité est actuellement le principal facteur d'insécurité alimentaire dans le bassin est. Les prix sont en général au dessus de la moyenne saisonnière et dans toutes les zones visitées au Niger, au Tchad et à l'extrême nord du Nigeria, les populations sont, à des degrés divers, dépendantes du marché et des sources de revenu comme la migration, la vente du bétail et les ventes de bois et de la paille pour combler leur déficit alimentaire de cette année. Pour beaucoup de ménages, ces activités génératrices de revenus et leur intensification ne pourront pas convenablement compenser les déficits céréaliers. En effet, les principales activités génératrices de revenus, particulièrement la vente de bétail, seront d'un apport insuffisant à cause de la magnitude du gap à combler et aussi du prix des aliments et de la détérioration des termes de l'échange bétail/céréales. La vulnérabilité des ménages au Niger et au Tchad sera grandissante à partir de fin avril quand le prix des céréales sera en hausse au moment où celui du bétail sera en baisse.

Toutefois, malgré les mauvaises productions enregistrées au Niger, à l'extrême nord du Nigeria et au Kanem et sahel tchadien, une crise alimentaire comme celle vécue en 2005 est loin de se reproduire en 2010 sur le plan disponibilité et flambée de prix. Toutefois elle reste possible sur le plan nutritionnel et pastoral. Les réponses à l'insécurité alimentaire devront fortement prendre en compte la situation pastorale déjà difficile et les implications nutritionnelles des baisses des productions agricoles et le niveau actuel des prix.

Contexte : les disponibilités alimentaires dans le bassin.

1. les productions agricoles

D'une manière générale, la campagne agricole 2009/2010 dans le bassin est s'est achevée de manière mitigée. Au Niger et au Tchad, l'arrêt précoce des pluies utiles à la mi-septembre a été préjudiciable à l'issue de la campagne agropastorale. Les cultures n'ont pas pu boucler convenablement leur cycle et le pâturage a été mauvais souvent pour la deuxième année consécutive.

Il en de même de l'extrême Nord du Nigeria notamment l'extrême nord des Etats du Borno, Yobé, Jigawa, Katsina, Zamfara et Sokoto.

En revanche, au Bénin (plus particulièrement la partie septentrionale) ainsi qu'au Nigeria (en particulier le Nord-Centre) et la zone Méridionale du Tchad l'issue de la campagne a été assez bonne avec une production céréalière satisfaisante.

Globalement, les facteurs de production notamment les engrais et pesticides ont été mis en place à bonne date et en quantités suffisantes notamment dans les zones de fortes potentialités du Bénin et du Nigeria. Par ailleurs, les problèmes de commercialisation du coton ont poussé les producteurs à faire plus de céréales en 2009 notamment le maïs et le sorgho dont les prix ont été élevés en 2008. Cependant, au Tchad, la substitution des emblavures du coton s'est faite plutôt au profit d'autres cultures des rentes comme le sésame et l'arachide.

Les perspectives des productions dans les pays du bassin Nigeria, Niger, Bénin et Tchad sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Pays	Nigeria	Niger	Bénin	Tchad
Productions Céréalières				
Brutes 2009 en Mt	25 543 600	3 513 540	1 834 806	1 166 020
Brutes 2008 en Mt	25 671 700	4 905 200	1 267 600	1 778 800
Par habitant 2009 en kg	202	240	203	103
Par habitant 2008 en kg	199	343	149	199
Moyenne par habitant 2004-2008 en kg	-	258		202
Consommation humaine moyenne par habitant en kg	-	231	185	190

Les résultats définitifs de la campagne agricole n'étaient pas disponibles dans tous les pays au passage de la mission.

Toutes fois le diagnostic de bonne production **au Bénin** semble globalement se confirmer. Même si le chiffre annoncé en octobre (1 834 806 tonnes de céréales) n'est pas atteint du fait de l'échec de la petite saison, on peut dire sans risque de se tromper que le Bénin a réalisé une bonne production céréalière cette campagne. En témoignent les discussions que la mission a eu avec les acteurs de marché et la présence de nombreux stocks dans les villages et les marchés visités. Au Bénin les grandes zones de production du maïs sont localisées surtout dans les départements de l'Alibori, de l'Atacora, du Borgou, des collines et du Donga. Le surplus commercialisable de céréales cette année est estimé à plus de 240 000 MT pour le maïs.

Au Niger, la production céréalière définitive a été publiée par le gouvernement en Février 2010. Elle est de **3.513.550 tonnes**. Elle est toujours inférieure aux prévisions des experts d'octobre 2009 prévoyant un rendement moyen de 347 kg/ha au lieu de 411 kg/ha donné par la révision du gouvernement. Suites aux discussions avec les acteurs de marchés et à la quasi-absence des céréales locales sur les marchés, il est apparu que le niveau réel de production est largement en deçà des estimations de la statistique agricole et que les prévisions des experts semblent se confirmer sur le terrain. Les régions de Maradi, Zinder et Diffa ont été durement touchées par l'arrêt brutal de la pluviométrie. Ce qui a joué sur les récoltes de mil, de niébé et de l'arachide. La production de contre saison est aussi compromise à cause des dernières pluies tardives qui ont

détruit les pépinières. C'est notamment le cas du poivron de Diffa où la production a été médiocre selon les acteurs de la filière.

Au Nigeria, la production céréalière a été estimée en octobre à 25 543 600 tonnes. De l'avis des commerçants interviewés, la production agricole au Nigeria a été globalement bonne et les stocks de reports de céréales issus des campagnes 2005 à 2008 sont importants. Le sorgho, le mil et le maïs ont bien réussi dans la partie centre-nord (zone couvrant la majeure partie du nord du Pays) et dans le bassin du Lac Tchad. La production des autres cultures vivrières, notamment les tubercules (Patate douce, manioc et igname) est aussi bonne cette année. Ces spéculations font l'objet d'intenses transactions avec les régions du nord du Nigeria et du Niger. Toutefois, un déficit de production est observé dans l'extrême nord du Nigeria, plus précisément, une partie de l'extrême Nord des états du Kebbi, Zamfara, Katsina, Jigawa, Yobe et Borno. Mais ce déficit est en grande partie compensé par la présence d'anciens stocks et aussi par les flux intenses en provenance des zones du centre-nord du Nigeria. Par ailleurs, les revenus tirés des cultures de contre saison (canne à sucre, tomate, oignon, poivron, céréales notamment sorgho, maïs et blé, ainsi que tubercules) vont contribuer à réduire les déficits dans les zones de Fadama du Kebbi, Sokoto, Zamfara, Yobé et Bornou. Mais à ce niveau aussi, des contraintes liées à l'insuffisance de l'eau, à la non-disponibilité du carburant ainsi que son coût prohibitif constitueront les principaux facteurs limitant.

Au Tchad, la situation est plus complexe. En effet, malgré le déficit annoncé, il semble que de bonnes productions aient été enregistrées dans le bassin du lac Tchad et dans la zone soudanienne du pays. Les disponibilités issues de ces bonnes productions assurent pour le moment l'essentiel des approvisionnements du pays. On note par ailleurs des flux de céréales en provenance du Cameroun et du Nigeria. Toutefois la fréquentation des marchés des pays voisins par les commerçants Tchadiens reste timide.

Sur le plan hydrologique, au Niger et au Tchad les niveaux d'eau observés sont inférieurs à ceux de 2008. Par contre, au Bénin et au Nigeria, la situation hydrologique est globalement satisfaisante. Avec les engagements des producteurs qui ont eu de mauvaises campagnes pluviales, cela a permis de récolter de bonnes productions de légumes et de tubercules qui constituent actuellement des sources d'approvisionnements alimentaires des populations. Cela a permis de diversifier les sources d'alimentation et de réduire la pression sur la demande des céréales. Comme conséquence, on observe une évolution normale des prix par rapport à leur évolution saisonnière.

La situation pastorale est par contre très critique au Niger, au Tchad ainsi qu'à l'extrême nord Nigeria. Les niveaux de remplissage des plans d'eau sont faibles et le tapis herbacé médiocre. Dans la quasi-totalité des zones visitées, les producteurs agricoles ont systématiquement enlevé et stocké (à des fins commerciales) les résidus des cultures de leurs champs. Cette situation s'est traduite par des départs précoces en transhumance des éleveurs de la zone sahélienne.

2. Les stocks de report

Il s'agit des stocks commerçants, paysans et institutionnels (publics, donateurs et coopératifs). Beaucoup de commerçants notamment nigériens ont déclaré disposer de stocks importants. Toutefois certains ont déclaré que leur stocks de report sont en général à un niveau inférieur à la moyenne des années avant 2008 compte tenu du niveau élevé des prix, des incertitudes qui entourent le marché avec notamment les interventions des gouvernements qui pourraient interdire les exportations ou fixer les prix.

Par contre les stocks paysans hérités en 2009, sont en général en hausse à cause des bonnes productions de 2008, des opportunités du marché qui ont poussé les paysans à une meilleure gestion de leurs stocks pour bénéficier de prix plus élevés mais aussi à cause des politiques publiques notamment celles du gouvernement Fédéral **au Nigeria**. Cette politique consiste à mettre en place des structures de stockage paysan d'une capacité d'une tonne au niveau des fermes. Cette politique vise la constitution d'un stock d'au moins un million de tonnes au niveau paysan. **Au Bénin**, les paysans constituent traditionnellement 3 greniers de stockage avec des objectifs bien précis : la commercialisation, la vente pour les travaux champêtres et la sécurité alimentaire familiale. Le niveau effectif de ce stock n'est pas connu, mais de l'avis de l'encadrement technique et des commerçants, ces trois greniers ont été bien remplis cette année et au passage de la mission en février, le premier grenier destiné pour la première commercialisation post récolte, n'est pas encore épuisé. Après l'épuisement de ce stock, les paysans vont également mettre le deuxième grenier sur le marché à partir d'avril

pour faire face aux besoins financiers de la campagne agricole 2010/11. Ceci laisse présager une possibilité d'approvisionnement conséquent des marchés jusqu'en fin avril 2009. Les prix vont ainsi conserver leur tendance actuelle avec de légères hausses et baisses jusqu'en fin avril mais peuvent partir en hausse marquée en mai quand les stocks paysans se seraient affaiblis. **Au Niger** la situation est un peu différente. Les stocks de report 2008 ont été importants de l'avis des producteurs et des commerçants et ce sont eux qui ont permis à plusieurs ménages dont la production a été nulle cette année de subsister jusqu'en janvier 2010. Actuellement ces stocks sont en voie d'épuisement et plusieurs ménages font recours au marché ou à la consommation des produits de contre saison. **Au Tchad**, le stock paysan est quasiment nul pour toute la zone sahel Ouest à l'exception de la partie périphérique des polders du Lac où les producteurs assurent l'approvisionnement de marché de Bol en maïs. Presque tous les marchés visités en zone soudanienne sont approvisionnés directement par les producteurs. Ce qui laisse penser qu'il y a globalement une bonne disponibilité, surtout lorsque ça et là, la stratégie adoptée pour faire monter les prix est la rétention de stock. Toutefois cette situation appréciée de façon globale masque certaines particularités. Ainsi dans le bassin d'approvisionnement de la ville de Moundou, le stock en céréales est médiocre du fait de la mauvaise pluviométrie dans la zone. Il en est de même pour les zones des plaines d'inondation n'ayant pas reçu suffisamment d'eau et celles des plaines exondées dans la Tandjilé Ouest.

Les stocks institutionnels (publics, donateurs et coopératifs) ont bénéficié des bonnes productions de 2008 et de l'attention des pouvoirs publics qui ont eu peur d'une autre crise comme celle de 2005. Ils ont de ce fait été rehaussés dans tous les pays

Au Niger, le stock national de sécurité est actuellement estimé à 130.000 MT dont 82.000 MT de céréales et 48.000 MT de niébé. Par ailleurs 20.000 MT de céréales sont en cours d'achat par le gouvernement. Ces achats supposés se faire uniquement auprès des paysans, sont impossibles à honorer par ce canal avec les mauvaises productions enregistrées dans le pays. Actuellement, ces achats sont opérés par des opérateurs qui achètent le mil à 18.000 frs le sac auprès des commerçants pour le revendre à 20.000 frs à l'OPVN. Etant donné la configuration actuelle des échanges céréaliers dans le bassin, et la faiblesse des stocks nationaux, il est probable qu'une partie de ce mil soit d'origine étrangère. Sur un autre plan, le niveau des stocks coopératifs notamment les banques de céréales n'est pas bien connu. Mais de l'avis des observateurs, ils doivent être à un niveau inférieur à celui des années antérieures à cause de leur épuisement en 2008 et des difficultés de leur reconstitution en 2009 à cause des prix élevés sur les marchés. Ces stocks de proximité sont très importants pour mitiger les crises localisées notamment durant la période de soudure et permettre aux ménages de vaquer normalement à leurs activités agro-pastorales à un moment où les marchés peuvent connaître de mauvais fonctionnement. **Au Bénin**, le gouvernement a prévu de rehausser le stock national de sécurité de 6000 MT à 12000 MT suite à la crise de 2008. Actuellement les achats opérés portent le stock national à 6000 mt dont 1200 MT de riz paddy. **Au Nigeria**, la National Food Reserve Agency, a un objectif d'achat de 172.000 MT pour les stocks. Le niveau de réalisation actuel est de 55.390 MT au 15 février 2010 et les achats se poursuivent. **Au Tchad**, le stock institutionnel relevé lors du passage de la mission se limite à celui détenu par l'Office National de Sécurité Alimentaire (ONASA). Il est estimé à 327,5 tonnes (mil, sorgho rouge et maïs) à Moundou, 248,5 tonnes de mil et 5 tonnes de maïs à Sarh. Au niveau de Bol ce stock est estimé à 1140t stockés au magasin de Bol mais destinés à ravitailler différentes localités à savoir Mao et Nokou avec 400t chacune, Ntiona (300t) et Bol 40t. Il convient de noter aussi qu'au niveau national, l'état du stock national de sécurité alimentaire récemment annoncé était de 10000 tonnes. Les achats comptant pour un appel d'offre de 30.000 tonnes ont été faiblement amorcés à travers certains marchés sans être suffisamment fructueux et l'option d'une importation en réponse à cet appel d'offre semble être actuellement privilégiée. Aussi, suite à l'appel du Gouvernement aux partenaires, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) entend concourir par quelques 46.000 tonnes de vivres en relation avec cette situation.

Situation actuelle des marchés

Actuellement on peut dire que les marchés fonctionnent normalement.

L'offre et la demande

L'offre est très bonne sur tous les marchés visités. Les disponibilités sont satisfaisantes avec les récoltes qui ont été globalement très bonnes dans la zone soudanienne. Le déficit important au Niger et au Tchad a occasionné une demande très active pour la consommation humaine dans ces pays. Elle est encore très forte au Niger ce

qui est normal vu le déficit enregistré cette année dans ce pays. Les céréales importées constituent actuellement plus de 90 pourcent des céréales présentes sur les marchés du Niger avec une forte domination du maïs.

Fait encore important cette année, est la faiblesse de la demande industrielle au Nigeria. En effet contrairement aux années antérieures, cette demande n'a pas été très expressive sur les marchés cette année.

Selon les associations des commerçants du Nigeria, ce sont les compagnies, localisées au Sud et au Nord Centre (Région de Jos) qui achètent traditionnellement le sorgho, le maïs et le niébé sur les marchés du Nord (Nord Centre et extrême Nord) pour approvisionner les brasseries, pour l'alimentation humaine et de l'alimentation animale. L'essentiel de ces achats a lieu durant les mois d'Octobre, Novembre, Décembre et Janvier. Cette année, la demande de ces compagnies a baissé en moyenne de 30 à 50% par rapport à une année normale. Les observateurs expliquent la situation par différentes raisons :

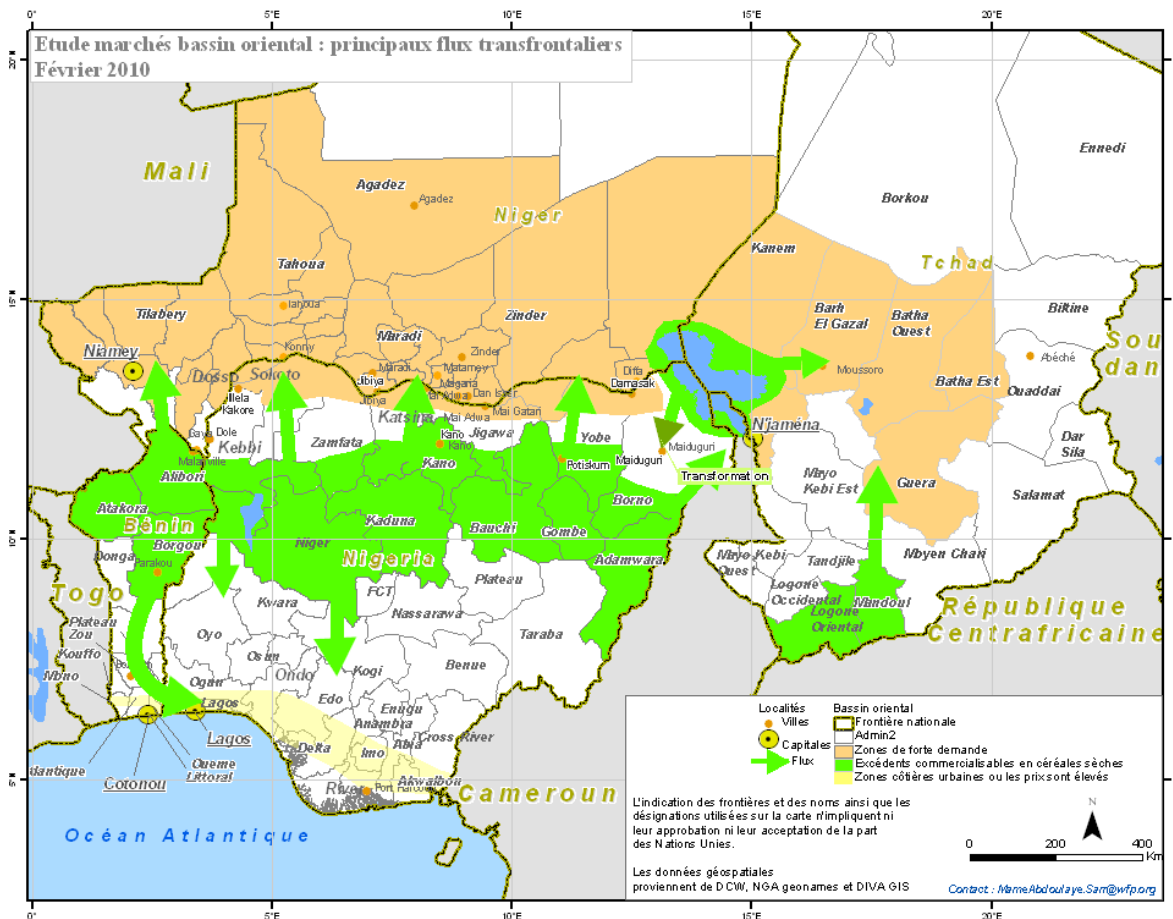
- la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages et les difficultés d'écoulement des produits finis des industries ;
- les difficultés d'accès aux crédits, suite à la restructuration du secteur bancaire au Nigeria pour supporter le fonds de roulement des industries et la réduction des approvisionnements et les coûts élevés du carburant y compris le diesel ce qui augmente le coût de production et de transport;
- la difficulté des entreprises à accéder au crédit en vue de financer leurs fonds de roulement et faire face à la réduction des approvisionnements et au coût élevé du carburant y compris le diesel. Toutes choses qui contribuent à renchérir les coûts de production et de transport;
- la diversification des sources d'approvisionnement des industries rendant leur demande de moins en moins concentrées et agressive sur certains marchés spécifiques comme Dawanau.

La faiblesse de cette demande industrielle a rendu les céréales plus disponibles pour la consommation humaine au Niger et à l'extrême nord du Nigeria. En outre, les sérieux problèmes de financement de la commercialisation du coton au Bénin fait que les producteurs n'ont de sources d'acquisition de cash que la vente des céréales, ce qui va permettre d'assurer un bon niveau de l'offre sur les marchés. Par ailleurs, le déstockage paysan qui a démarré dès le mois de mars au Nigeria va se poursuivre et s'intensifier au mois d'avril dans la zone soudanienne. Les revenus tirés de la vente de ces produits vont permettre d'acheter des semences, des engrais en vue des préparatifs de la prochaine campagne agricole, dans le nord-centre du Nigeria et du Bénin. Ce déstockage viendra renforcer l'offre sur les marchés et contribuer à un approvisionnement régulier des zones déficitaires comme le Niger.

Les flux

Ils se font régulièrement des zones excédentaires vers les zones déficitaires. Le Niger est la principale destination comme le montre la carte ci-dessous.

Carte 1 : Principaux flux céréaliers transfrontaliers dans le bassin est (février 2010)



Deux types de flux caractérisent les échanges entre les zones excédentaires du Centre-nord du Nigeria et du Bénin vers le Niger :

- il s'agit des flux qui ne passent pas par les marchés et qui sont les fruits d'échanges entre les grands commerçants. Ces transactions portent sur des milliers de tonnes et visent à répondre à des demandes spécifiques comme les demandes des industries minières du nord du pays ou la reconstitution du SNS ou dans certains cas les commerçants grossistes de Maradi, Zinder et Niamey ;
- des flux capillaires de marché en marché : ils portent sur des transactions de faibles volumes de moins de 100 tonnes qui se font essentiellement les jours des marchés hebdomadaires. Les flux assurés par ces types sont de loin les plus importants dans le ravitaillement des marchés hebdomadaires de consommation au Niger.

D'après les informations recueillies, la zone soudanienne expédie environ 10,000 tonnes de céréales sèches vers le Sahel oriental chaque semaine, flux qui permet de résorber les déficits céréaliers de la zone. Ces flux se sont renforcés à la faveur de la dépréciation du naira, du niveau raisonnable des prix au Nigeria et des grandes disponibilités sur les marchés d'exportation du Nigeria. Selon les axes et sur la base des informations collectées auprès des commerçants, des associations des commerçants et des responsables des postes de contrôle phytosanitaires, les quantités échangées actuellement se présentent comme suit :

- **Axe Malanville au Bénin:** il approvisionne en maïs, en sorgho et en gari les régions de Dosso, Niamey, Tillabéry, Tahoua, Agadez, Arlit et accessoirement Maradi au Niger: 1500 à 2000 tonnes de maïs, de sorgho et de gari sont transigées en moyenne par semaine ;
- **Axe Nikki au Bénin vers le Nigeria :** il porte sur le soja avec plus 700 tonnes MT par semaine, 150 tonnes de maïs par semaine, 100 tonnes de sorgho par semaine, 150 tonnes de gari par semaine et plus de 500 tonnes d'igname par semaine (mais seulement durant 4 mois de l'année entre aout et novembre) ;
- **Axe Illela au Nigeria et Konni au Niger:** ravitaille les régions de Tahoua et Agadez au Niger. Les quantités échangées sont: mil: 400 tonnes par semaine; maïs: 200 tonnes/semaine; sorgho: 300 tonnes/semaine. Il faut

dire que, 70% du maïs, 80% du mil et 100% du sorgho commercialisés sur les marchés actuellement dans la région de Tahoua, viennent du Nigeria;

- **Axe Jibiya Nigeria- Dan Issa- Maradi au Niger:** ravitaille Maradi, Tahoua, Dosso et Niamey au Niger avec les quantités suivantes: mil 300 à 450 tonnes/jour; sorgho: 150 tonnes par jour; maïs: 300 à 450 tonnes/jour. Sur le grand marché de Maradi, 90% du mil, 100% du sorgho et du maïs actuellement commercialisés viennent du Nigeria.

- **Axe Nigeria - Matameye au Niger:** approvisionne Zinder, Tanout, et Agadez: Arlit au Niger. Les quantités évaluées sont : mil: 600 tonnes/semaine; sorgho: 300 tonnes/semaine; maïs: 300 tonnes/semaine. Actuellement, 60 % de mil et sorgho et 100% de maïs commercialisés sur le marché de Matameye viennent du Nigeria.

- **Axe Nigeria-Magaria au Niger:** approvisionne Zinder, Tanout, Agadez et Arlit. Les quantités estimées traversant la frontière sont : mil: 600 tonnes/semaine; sorgho: 30 tonnes/semaine et maïs 600 tonnes/semaine. Au passage de la mission, 80% de mil et sorgho et 100% de maïs commercialisés sur le marché de Magaria viennent du Nigeria.

- **Axe Damassak au Nigeria- Diffa au Niger:** Il approvisionne la région de Diffa en mil essentiellement avec environ 70 MT/semaine en provenance entièrement du Nigeria. D'un autre coté, Diffa exporte du maïs vers le Nigeria (350 tonnes/semaine) dont 30% proviennent de la zone nigérienne du Lac Tchad et 70% proviennent des zones nigérianes et tchadiennes du Lac ;

- **Axe Kantchari au Burkina Faso et Torodi au Niger :** les flux passant par cet axe ravitaillent essentiellement la ville de Niamey et la région de Tillabéry. Ils portent par semaine, sur 120 à 180 tonnes de maïs, 30 à 90 tonnes de sorgho et 30 tonnes à peine de mil. Les différents produits viennent du Burkina Faso, du Mali, de la Cote d'Ivoire, du Ghana et du Togo. Cet axe en général très important les années antérieures est cette année de moindre ampleur à cause des bonnes disponibilités au Bénin et au Nigeria vendues à des prix très compétitifs au Niger.

Enfin, il faut ajouter que d'importantes quantités de riz, de blé grain ou transformés sont également importés par les axes de Malanville au Bénin et Kantchari au Burkina Faso. Elles n'ont pas fait l'objet d'évaluation par la mission compte tenu de l'impossibilité par les agents de marchés et les responsables des postes phytosanitaires d'assurer leur suivi.

En perspective, le niveau de production enregistrée dans les pays et les stocks hérités des campagnes 2006 à 2008 peuvent normalement supporter les différents flux cités plus haut. Toutefois, il convient de bien préciser qu'une forte appréciation de la Naira vis-à-vis du franc CFA (ce qui est très improbable) pourrait estomper les flux du Nigeria vers le Niger. Le cas échéant, on pourra assister à un renforcement de la demande sur le Bénin qui risque de ne pas pouvoir satisfaire entièrement la demande nigérienne. L'axe Togo, Ghana, Burkina Faso et Cote d'Ivoire, jusque là sous exploité par les commerçants nigériens, pourrait alors prendre de l'ampleur et combler le déficit né de la réduction des flux en provenance du Nigeria si toutefois la Naira s'apprécierait.

Les prix

Le bon échange entre les zones excédentaires et les zones déficitaires a contenu l'évolution des prix dans une fourchette saisonnière normale malgré l'importance de la demande pour la consommation humaine au Niger, au Tchad, dans l'extrême nord du Nigeria et dans l'extrême sud de la zone côtière du Nigeria et du Bénin. Les marchés sont bien intégrés et aussi on observe une forme de similarité et de comparabilité des prix selon les zones. Le gradient des prix de la zone excédentaire centrale vers les zones déficitaires du sud et du nord a permis une régularité des flux entre les zones excédentaires et les zones déficitaires malgré le cout du transport comme le montre le tableau ci-dessous.

Zone d'échange	Mil (Fcfa)	Sorgho (Fcfa)	Maïs (Fcfa)	Gari (Fcfa)	Niébé (Fcfa)
Marchés Sahéliens du Tchad et du Niger	18000	18000	19000	25000	33000

Marchés transfrontaliers	17000	16000	17000	22000	30000
Marchés excédentaires zone soudanienne	15000	14000	16000	16000	32000
Marchés de consommation du Sud côtier	-	20000	20000	33500	40000

Sur les marchés reculés des grands axes routiers, les prix sont encore plus bas que la moyenne donnée par le tableau. Par exemple le sac de 100 kg de maïs est échangé à 12500 FCFA à Nikki au Bénin et celui de sorgho à seulement 10.000 FCFA. La régularité des flux permet de garder les prix stables au Niger. Normalement, si rien ne vient perturber les marchés, on ne doit pas assister à des hausses exagérées de prix dans ce contexte.

Actuellement l'évolution des prix est globalement stable avec quelques baisses notamment sur les marchés frontaliers du Nigeria et du Bénin comparativement à leur niveau de janvier 2010. Cette tendance pourra se maintenir jusqu'en avril 2010, période durant laquelle l'évolution des prix peut afficher une tendance marquée à la hausse suite à :

- des augmentations de la demande de maïs quand l'offre des tubercules sera en baisse (normalement à partir d'avril, début de la soudure au Sud Nigeria et Sud Bénin) ;
- l'augmentation de la demande au Niger, à l'extrême nord du Nigeria et au Tchad avec la baisse continue des stocks des ménages, le retour progressif des populations déplacées du Niger et la fin des apports des cultures de contre saison.

La situation par produit

Mil : C'est la céréale la plus affectée par la mauvaise pluviométrie. Le centre et l'est du Niger, l'extrême nord du Nigeria frontalier avec le Niger et le Sahel tchadien sont les plus affectés. Par contre, d'autres zones du Nigeria (sud Jigawa, sud Borno, sud Yobe, Bauchi, Gombé et Adamawa) ont fait de très bonnes récoltes qui sont venues s'ajouter aux importants stocks disponibles réalisés suites aux bonnes récoltes de 2005 à 2008. Actuellement ces zones constituent les principales zones de départ des flux en direction des zones déficitaires citées plus haut. Le différentiel de prix (12000 FCFA à 15000 FCFA dans les zones excédentaires du Nigeria et 17500 FCFA à 22000 FCFA dans les zones déficitaires du Niger et du Tchad) favorise ces flux malgré le cout jugé élevé du transport. Par ailleurs, ces importations en provenance du Nigeria sont rendues plus faciles avec le taux actuel de la parité du naira face au CFA. Aussi les stocks disponibles au niveau des commerçants et des producteurs sont importants suites à deux bonnes campagnes. La demande de mil provient essentiellement de la consommation humaine.

Enfin, il est important de souligner qu'avec les productions de contre saison qui commencent dans plusieurs zones, les possibilités de diversification de la ration alimentaire avec les tubercules dont la production est très bonne cette année, le prix du mil sera certes en hausse saisonnière mais probablement dans une fourchette ne dépassant pas les niveaux connus en 2008 et 2009. Selon les acteurs interviewés personne ne souhaite voir le mil dépasser 250 frs le kilogramme cette année. Les opérateurs ne prévoient pas de scénario similaire à la flambée des prix du mil qui a eu lieu en 2005.

Toutefois, une hausse notoire du prix du mil supérieure aux normales saisonnières à partir de mai 2010 pourrait avoir lieu si les évènements ci-après devaient se produire:

- une augmentation de la demande des ménages déficitaires à partir d'avril quand l'offre des produits substitués de contre saison et des tubercules au sud des pays côtiers sera à son plus bas niveau ;
- une rupture des approvisionnements en maïs qui constitue actuellement le principal substitut du mil avec l'augmentation du prix du gari;
- en juillet si la campagne 2010 ne connaît pas une installation normale.
- Une forte appréciation de la Naira car le Nigeria est actuellement le principal fournisseur du Niger en mil à plus de 90 pourcent.

Maïs : En situation normale, dans le bassin Est, le Niger est le seul pays importateur de maïs pour la consommation humaine dans la sous zone. Selon les opérateurs économiques du marché de Malanville au

Bénin et de Dawanu au Nigeria, l'offre du maïs sur les marchés est très élevée (se traduisant par des prix relativement abordables, entre 4800 et 5000 naira au nord centre) cette année comparativement à l'année dernière à la même période. La présence des commerçants nigériens à Malanville est dominante et dans la plupart des cas a suscité une forte demande au delà de la normale.

Cette forte demande a été suivie d'une forte offre. La force de la disponibilité de maïs cette année, au moment des récoltes, est due aux mauvaises conditions de commercialisation de coton qui n'arrive plus à fournir des revenus suffisants et garantis aux producteurs juste après les récoltes et aussi à cause des bons prix de maïs obtenus par les producteurs en 2008. D'importantes quantités sont actuellement mises en marchés avec des prix raisonnables soutenus par la demande du Niger dans tout le bassin. Sur la plupart des marchés du Niger, le maïs constitue en général plus de 50% des céréales présentées sur les marchés.

Cette offre importante du maïs sur les marchés du bassin est et sera le premier facteur stabilisateur des prix cette année dans ce bassin. Tant que cette situation se maintiendra, les céréales ne connaîtront pas une flambée cette année malgré l'important déficit au Niger et au Tchad.

Sorgho : La production a été globalement moyenne dans le bassin. Il existe aussi d'importantes potentialités de production de décroue dans la zone notamment au Nigeria. Toutefois, la production de sorgho est reconnue mauvaise dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder au Niger et dans l'extrême nord du Nigeria frontalier avec le Niger.

La consommation humaine de sorgho est secondaire au Niger quand il y a assez de disponibilités en mil ce qui n'est pas le cas cette année. Par contre, c'est une céréale de consommation courante au Nord Nigeria qui a aussi connu une mauvaise production de sorgho cette année.

Par ailleurs, il existe au Sud du Nigeria une demande solvable et soutenue de sorgho par les brasseries. Cette demande régulière explique la faiblesse de stocks de sorgho au niveau des commerçants en année normale. Cette année, la demande des brasseries est moins forte que d'habitude à cause de la mauvaise situation économique du pays. Cela a permis de garder les prix à un niveau inférieurs à ceux de l'an dernier. Comme conséquence, d'importantes quantités sont actuellement exportées au Niger notamment dans les régions de Tahoua et de Zinder où elles constituent un important substitut pour le mil.

Le prix du sac de 100 kg de sorgho varie de 10000 frs à 14000 frs dans les zones excédentaires contre 18000 frs à 20000 frs dans les zones déficitaires où il s'est aligné avec celui du mil.

Niébé : La production est mauvaise au Niger et dans la partie centrale et ouest du Nord Nigeria. Cependant les stocks sont importants sur les marchés de Dawanu, de Maiduguri et de Potiskum au Nigeria. Aussi, une bonne production est possible dans l'Etat du Niger et dans les Fadama en contre saison, toujours au Nigeria. L'offre est normale au Nigeria pendant qu'elle est très insuffisante au Niger. Fait tout à fait inédit cette année, le Niger qui est le premier fournisseur du Nigeria en cette denrée est devenu importateur cette année. Cela affecte du coup les capacités d'ajustements de millions de ménages nigériens et de l'extrême nord du Nigeria utilisant les revenus de la vente de niébé pour acquérir les céréales et autres denrées alimentaires particulièrement durant les années de mauvaises productions comme 2009. Aussi, comme le niébé est la principale source de protéines pour les pauvres au Niger et particulièrement cette année avec la baisse de la production de lait suite aux insuffisances de pâturages, cela pourrait constituer un facteur de risque pour la malnutrition.

Le prix du niébé est élevé cette année et les acteurs attendent la mise en marché des stocks du gouvernement du Niger pour faire baisser les prix. Le sac de niébé est vendu entre 33.000 et 40.000 frs au Niger et dans les zones structurellement déficitaires de l'extrême sud du Nigeria et du Bénin. Au centre, dans les zones excédentaires du Nigeria le même sac est vendu en moyenne à 30.000 frs. Il faut noter que le gouvernement du Niger a annoncé la vente de son niébé à 30.000 frs le sac ce que les commerçants jugent très élevé et n'allant pas dans le sens la facilitation de l'accès au plus pauvres. Ils auraient souhaité un prix inférieur à 25.000 frs le sac.

Situation du Bétail

Le marché est perturbé dans le bassin Est par une série de facteurs tous défavorables s'additionnant pour rendre la situation plus difficile. Il s'agit de :

- une insuffisance notoire des pâturages sur toute la zone pastorale allant du Niger au Tchad en passant par une grande partie de l'extrême nord-est et Nord Ouest du Nigeria notamment le nord des états de Borno, du Yobe, de Jigawa, de Katsina, Zamfara et Sokoto. A l'Est du Niger, au nord-est du Nigeria et à centre ouest du Tchad, l'insuffisance des pâturages et des points d'eau a entraîné une concentration des animaux autour du lac, ce qui peut être source conflit entre éleveurs et entre éleveurs et agriculteurs ;
- le prix très élevé des aliments de bétail ;
- une diminution de la demande au Nigeria suite à la morosité économique que vit actuellement ce pays. Suite à cette baisse de la demande, l'offre est élevée sur tous les grands marchés de bétail du Nord, y compris ceux du Nord Centre (Kaduna, Niger, Gombe). Des grands marchés comme Maiduguri, concentrant les offres de bétail du Niger, du Tchad et du nord-est du Nigeria, se sont transformés en véritable ranch d'engraissement des animaux amaigris et invendus en attendant une reprise de la demande au sud du Nigeria ou des prix plus élevés quand le bétail se repliera dans la zone pastorale à partir du mois de mai-juin ;
- Au Niger, le bétail est actuellement la principale source de revenu pour les ménages pour acheter les céréales. Cette situation couplée avec le manque de pâturage et la diminution de la demande au Nigeria, a entraîné une augmentation de l'offre et une mévente du bétail sur la plupart des marchés du pays. Comme conséquence, les prix sont en baisse et avec eux la dégradation des termes de l'échange bétail-céréales surtout à l'extrême nord.

Le tableau ci-dessous présente la fourchette des prix pour différentes espèces au Niger, au Tchad et au Nigeria au niveau des marchés visités, en francs CFA.

	Niger		Nigeria		Tchad	
	Février 2010	Février 2009	Février 2010	Février 2009	Janvier 2010	Janvier 2009
Bouc	12.000	16.000	30.000	45.000	20.000	26.500
Bélier	18.500	26.000	40.000	60.000	30.000	32.000
Taureau	178.000	215.000	480.000	640.000	185.000	200.000
Son de blé	7.000	5.100	4.900	3.700	-	-

Source : mission

Avec la cherté du foin et des aliments de bétail, une bonne partie du cheptel nomade de Diffa a dû remonter au nord dans des enclaves où il y a de l'eau et des pâturages. Mais ces troupeaux devront redescendre au sud dans deux mois pour trouver des ressources. Au niveau du Tchad ce mouvement s'est opéré, pour des causes quasi similaires, de la partie septentrionale sahélienne vers la zone méridionale où les conditions pastorales sont relativement propices. Il faut organiser leur retour avec un appui en aliment de bétail sans lequel, de fortes mortalités seront enregistrées.

Situation alimentaire

L'analyse des flux commerciaux indique que le sens des flux est globalement celui d'une année normale. La mission juge que si cette tendance participera à l'amélioration des disponibilités sur les marchés du bassin oriental, elle ne résoudra pas pour autant d'elle même la question de l'accès alimentaire des populations vulnérables. Cet accès alimentaire sera principalement tributaires des sources de revenu telles que la ventes des produits de rente (niébé, arachide, oignon, poivron etc), la vente de bétail, la vente des produits de ressources naturelles (foin, bois etc) et les transferts de la migration.

Vente des produits des cultures de rente

Normalement en cas de crise, les cultures de rente (arachide, niébé) occupent d'habitude une place importance dans la génération des revenus pour combler les déficits céréaliers.

Au Niger, cette année, ces productions ont été largement en deçà des attentes des paysans compte tenu du mauvais résultat enregistré lors de la campagne agricole pour ces cultures. Pendant la mission, la production nigérienne est pratiquement absente sur les différents marchés en ce qui concerne le niébé qui est la culture la plus répandue. La contribution du niébé à la sécurité alimentaire est pratiquement nulle cette année au Niger sur un axe allant de la région de Tahoua et s'étendant sur les régions de Maradi, Zinder et Diffa. Pour les

populations de ces zones, le bétail et la migration sont actuellement les principales sources de revenu permettant d'accéder aux denrées alimentaires.

Au Tchad on constate le développement des cultures de rente (sésame, arachide, niébé, etc.) comme réponse à la diversification des sources de revenus, entrepris par les paysans. Ceux ci ont intensifié les cultures d'arachide, de niébé, de sésame, dans les zones de grandes cultures céréalières afin de rattraper le calendrier de semis. Le résultat se lit à travers les quantités mises sur les marchés au détriment des céréales. Il y a lieu de souligner un fait majeur qui est l'augmentation de la demande de niébé et du sésame dans le Dababa. Jusqu'à une époque récente, la consommation de niébé par les populations de la localité était faible et la denrée était destinée à la vente aux commerçants de N'Djamena qui l'évacuaient vers le Nigeria. Mais, cette année, à cause d'un changement des habitudes alimentaires,, le niébé mélangé avec un peu du riz satisfait en partie les besoins journaliers de la famille. Ainsi, on note une demande croissante de niébé et un report important de sa consommation.

Au Niger, en ce qui concerne les cultures de contre saison, des appuis en semences et en engrais ont été apportés par la FAO et les ONG. De bonnes productions sont en cours dans la plupart des régions. Cependant le déficit hydrique enregistré a été un handicap majeur et les dernières pluies ont détruit les pépinières comme celles de poivron à Diffa. Globalement les productions sont moyennes et les prix plus élevés que la moyenne procurant ainsi localement des revenus substantiels aux ménages. A titre d'exemple, le sac de poivron est vendu en février 2010 à 23.500 frs contre 10.000 frs en février 2009 avec une production qui a baissé d'environ 50 pourcent par rapport à 2009. L'incidence économique et alimentaire des cultures de contre saison sera au plus normale cette année et ne pourra pas compléter les déficits des autres composantes.

Au Tchad, le maraichage qui a été impulsée par les partenaires au développement mais aussi par le niveau incitateurs des prix du l'ail et de l'oignon (les prix ont quasiment triplés) constitue une source importante de revenus des ménages pauvres.

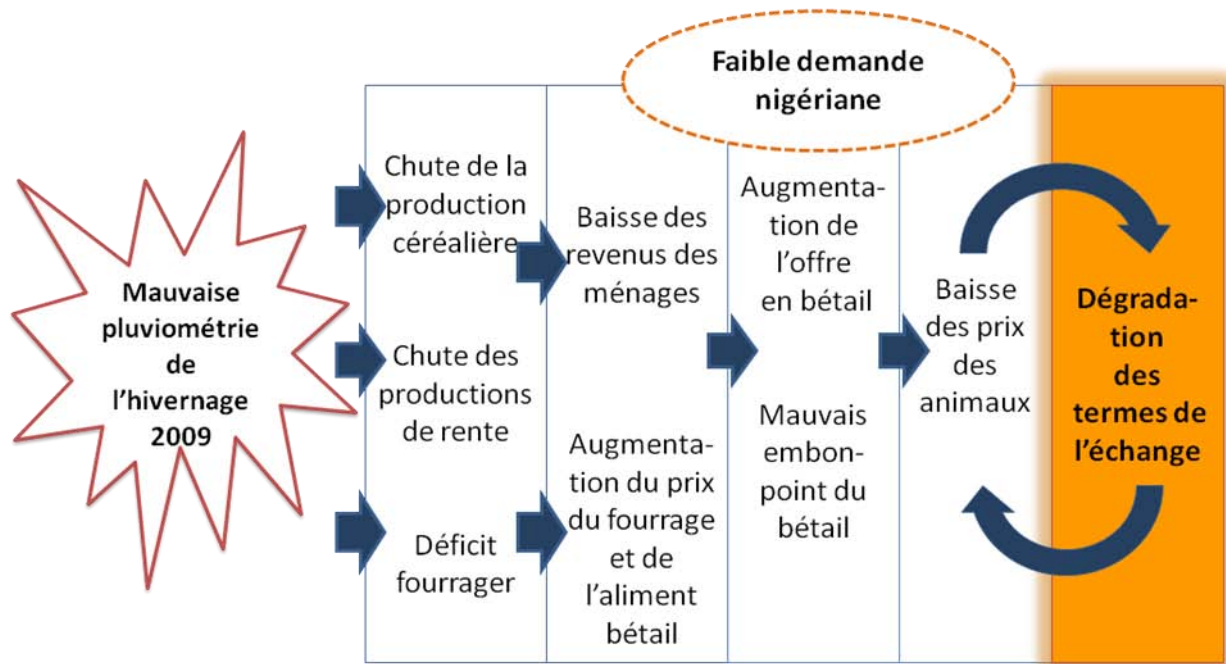
Vente de bétail

Les études sur l'économie alimentaire des ménages réalisées dans le sahel soulignent l'importance de la vente de bétail dans les mécanismes de survie des ménages (Save the Children 2010). L'efficacité de ce mécanisme de survie est mis à mal par les difficultés que connaît le marché du bétail nigérian, principal marché pour le bétail que vendent les ménages du Sahel oriental. Sur le marché de regroupement de Maiduguri (situé dans l'état de Bornou au nord du Nigéria), qui brasse environ 1.000 têtes de bovins par semaine, les prix du bovin ont baissé de 25% par rapport à l'an passé. La baisse est de 33% et de 40% respectivement pour les caprins et les ovins. Les opérateurs expliquent la morosité du marché par le ralentissement généralisé de la demande nigériane, consécutive à la raréfaction du crédit bancaire et le ralentissement des dépenses du gouvernement fédéral. Le stock de bétail est en augmentation, limitant les achats des grossistes en bétail sur les zones d'origine, notamment au Tchad et au Niger. Le ralentissement de la demande nigériane en bétail avait été déjà cité par les éleveurs Tchadiens de la zone sahélienne lors de l'évaluation des récoltes en Octobre 2009.

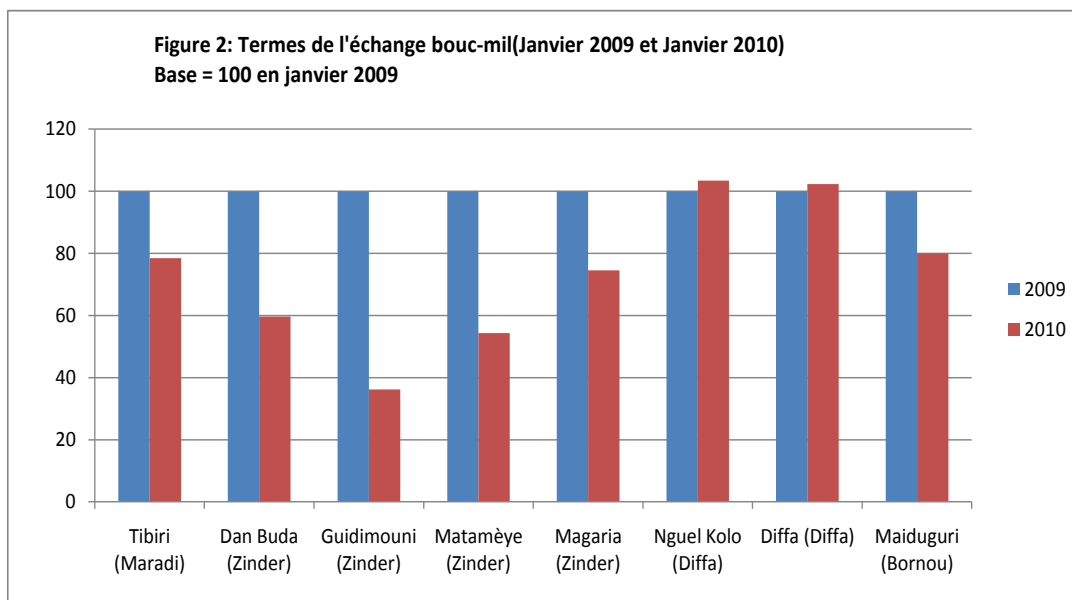
Par ailleurs, le manque de fourrage, le coût élevé de l'aliment bétail et les difficultés alimentaires incitent les éleveurs à déstocker. Sur les marchés visités, le coût du sac de 50 kg de son de blé a augmenté entre 25% et 50% par rapport à février 2009, traduisant à la fois la rareté du fourrage, la forte demande pour l'aliment complémentaire et l'augmentation du coût d'entretien du bétail. Ce phénomène augmente l'offre en bétail sur un marché déjà morose, accentuant la baisse des prix. Il est probable que cette tendance baissière se maintienne jusqu'au mois de juillet, quand les pâturages se seront régénérés en zone sahélienne.

Cette offre abondante en bétail, dans un contexte de prix élevés, est à l'origine d'une forte dégradation des termes de l'échange et de l'accès alimentaire des ménages. Cette dégradation des termes de l'échange pousse les propriétaires de bétail à vendre leurs bêtes, enclenchant un cercle vicieux qui entraîne les éleveurs à mettre de plus en plus d'animaux sur le marché pour sauvegarder leur sécurité alimentaire.

Figure 1 : mécanisme de dégradation des termes de l'échange dans l'est du Sahel



L'échange bouc-mil illustre la dégradation de l'accès alimentaire au Niger et au nord-Nigéria. Le cas du bouc, animal rustique, illustre les difficultés d'accès alimentaire des ménages. Sur l'ensemble des marchés visités, le prix du bouc a baissé par rapport à l'an passé. Une analyse des termes de l'échange mil-bouc, présentée ci-dessous dans la figure 2, démontre que sur la plupart des marchés visités, on constate une nette dégradation des termes de l'échange entre février 2009 et février 2010. Cette dégradation varie de 22% à Tibiri (Maradi) à 64% à Guidimouni (Zinder). Les seuls marchés épargnés par la tendance se situent à Diffa, où les transactions se font en naira et où les prix n'ont pas eu à s'ajuster par rapport à l'an passé.



On signale également le cas spécifique des pasteurs nomades pris au piège avec leurs troupeaux dans le nord de la région de Diffa au Niger. Ces populations se trouvent dans une poche de pâturage distante d'environ 250km du marché le plus proche – soit 5 jours de marche à travers un territoire sans fourrage. Les éleveurs dans cette situation ont un faible pouvoir de négociation quand ils vendent leurs animaux, qui iront en s'amenuisant d'ici l'hivernage.

Vente des résidus agricoles et des ressources naturelles (du foin et du bois)

L'exploitation des ressources naturelles et des résidus agricole, génère un revenu globalement supérieur à la normale cette année grâce aux prix élevés obtenus sur les marchés. Ce la a entraîné cette année une augmentation de la spéculation sur les fourrages avec une collecte et stockage systématique par les agriculteurs sédentaires des maigres foins ayant poussés et des résidus des récoltes. Au passage de la mission sur le marché pastoral de N'guel Kollo à Diffa au Niger, la charrette de foin est vendu à 5000 naira contre 1500 naira en février 2009. Les éleveurs s'attendent qu'elle dépasse les 8.000 naira qu'elle avait atteint en juillet 2009. Dans certains cas, les ménages stockeurs de foin et des résidus des récoltes, attendent cette période difficile de juillet pour troquer le foin contre des vaches qui ont perdu une bonne partie de leur valeur . En ce qui concerne les résidus agricoles, le sac de fanes d'arachide est vendu à 1.750 frs Cfa en février 2010 à Tibiri (Niger) contre 1.375 frs en 2009 à la même période.

Ces possibilités alléchantes d'obtention des revenus ont engendré une intensification de la vente du bois et des spéculations sur la paille notamment dans les zones les plus déficitaires comme la région de Diffa au Niger et l'extrême nord est du Nigeria. Toutefois, les méthodes utilisées dénudent complètement le sol et s'avèrent extrêmement néfastes pour la fertilisation des sols et pour l'environnement ce qui peut mettre en péril le potentiel productif des années à venir. Sur le plan social aussi des changements sont en cours au niveau des différentes communautés rurales pour l'appropriation de ces ressources naturelles. La rareté des ressources fait que des tensions, voire des conflits, sont prévisibles entre agriculteurs et éleveurs.

Au Tchad, les attaques des criquets arboricoles ont réduit considérablement les produits de cueillette(Gomme arabique, jujube, balanites.etc .)

Migration

Au Niger et au Tchad on a signalé une migration inhabituelle par son ampleur et sa précocité. La mobilité des populations a été particulièrement marquée dans les zones affectées par les baisses de production, telles que les arrondissements de Ouallam et de Tanout au Niger, le Guéra, le Dar Sila, le Batha et le Hadjer Lamis au Tchad. Les migrants se sont rendus dans les zones urbaines où les hommes sont vendeurs ambulants, gardiens, travailleurs journaliers ou portefaix. Les femmes et les enfants s'adonnent aux travaux domestiques et à la mendicité. S'il est difficile de quantifier l'ampleur du mouvement de la migration, son existence est confirmée par de nombreux informateurs-clés dans les différents pays. On signale une présence inhabituelle de migrants nigériens dans les centres urbains du nord Nigéria mais aussi à N'Djamena.

L'ampleur de la migration a pu avoir un effet sur les opportunités d'emploi en milieu urbain. L'offre abondante en main d'œuvre qui résulte de la migration inhabituelle a fait baisser la rémunération des journaliers agricoles de 350 NGN par jour en janvier 2009 à 300 nairas par jour en janvier 2010 dans les états de Bornou et de Yobé. Même dans les cas où la rémunération journalière est restée stable, de nombreux migrants sont en situation de sous-emploi en raison de l'augmentation de l'offre.

Lors du retour de la mousson en mai, de nombreux migrants reviendront dans leurs terroirs. Les apports de la migration seront donc moins importants en période de soudure. On notera que dès les premiers labours, la demande pour la main d'œuvre journalière augmente en zone rurale sahélienne.

Zones et groupes vulnérables

L'accessibilité est actuellement le principal facteur d'insécurité alimentaire dans le bassin est. Dans toutes les zones visitées au Niger, au Tchad et à l'extrême nord du Nigeria, les populations sont, à des degrés divers, dépendantes du marché et des sources de revenu décrites plus haut comme la migration, la vente du bétail et les ventes de bois et de la paille pour combler leur déficit alimentaire de cette année. Pour beaucoup de ménages, ces activités génératrices de revenus et leur intensification ne pourront pas convenablement compenser les déficits céréaliers. En effet, les principales activités génératrices de revenus, particulièrement la vente de bétail, seront d'un apport insuffisant à cause de la magnitude des besoins à combler et aussi du prix des aliments et de la détérioration des termes de l'échange bétail/céréales. La vulnérabilité des ménages au Niger et au Tchad sera grandissante à partir de fin avril quand le prix des céréales sera en hausse au moment où celui du bétail sera en baisse.

Au Niger, les populations les plus exposées sont celles des régions de Tahoua, Maradi, Zinder et Diffa en plus de celles du nord Tillabéry. Aussi bien les populations urbaines que rurales sont affectées. Il a été signalé que des ménages urbains dont le chef vit avec des petits métiers (taximan, tailleur etc.) n'arrivent plus à assurer régulièrement les 3 repas quotidiens. Sur les marchés on assiste à la vente de femelles suitées, des animaux de case ce qui témoigne de l'installation de la crise alimentaire dans les foyers pauvres urbains. Dans les zones rurales, les ménages déficitaires ont dans la plupart des cas quitté leurs zones pour se réfugier dans les villes et les marchés à la recherche de travail qu'ils n'arrivent pas à trouver. Beaucoup de femmes et d'enfants s'adonnent alors à la mendicité. Sur le marché de Jibia au Nigeria, d'un niveau moyen de 50 personnes en année normale, le nombre de mendiants dépasse les 300 personnes essentiellement venant des zones pastorales et agro-pastorales de Tahoua, Maradi et Zinder au Niger et quelques villages de l'extrême nord de Jigawa au Nigeria. Selon les ménages pastoraux interviewés par la mission, tout ménage pastoral qui ne dispose pas d'un troupeau d'au moins 20 chèvres, sera en insécurité alimentaire élevée cette année.

Il existe également des ménages agricoles déficitaires dans l'extrême nord du Nigeria frontalier avec le Niger. Cette zone s'étale du Nord Zamfara au nord Borno. Les zones les plus touchées sont le Nord Est de Zamfara, le Nord Est de Jigawa, le Nord Est de Yobé et le Nord Ouest de Borno. Cependant ces ménages sont très localisés et l'ampleur de leur déficit ne les plongera pas dans une insécurité alimentaire élevée comme au Niger. Ces ménages pauvres tirent généralement leurs revenus à travers des activités de manutention (chargement, déchargement) dans les marchés de céréales et ou le gardiennage. Certains pratiquent les cultures de contre saison ou s'adonnent aux emplois non qualifiés dans les grandes villes telles que Kano et Kaduna.

Au Tchad, les groupes les plus vulnérables sont situés au Kanem, au Bahr El Gazal, au Hadjer Lamis, au Batha et au Nord Guera. Les bras valides dans ces zones ont précocement migré vers les grands centres urbains dont les transferts assurent actuellement l'essentiel de l'accès à la nourriture aux résidents des villages constitués essentiellement d'enfants et des personnes âgées. Localement la collecte des graminées récupérées sur les reverses des fourmillières à travers des fouilles demeure une stratégie non négligeable d'accès à la nourriture en particulier dans le Sud Batha et le Nord Guéra. Le bradage du gros bétail, la vente du petit ruminant et l'intensification de la vente du produit de la basse cours constituent d'autres opportunités d'accès à la nourriture et autres produits nécessaires.

D'autres groupes notamment les ménages pauvres urbains du sud du Nigeria et du Bénin feront face à une insécurité alimentaire modérée à cause du niveau élevé du prix des céréales et du gari sur les marchés.

Scénarii

L'analyse présentée dans ce document permet l'élaboration de scénarii décrivant l'évolution probable des conditions de sécurité alimentaire d'ici les récoltes.

Plus probable :

Les bonnes disponibilités céréalières en zone soudanienne permettront de répondre à la forte demande des zones déficitaires au sahel. L'existence de ce flux et le niveau adéquat des stocks limitera la hausse des prix au Sahel au cours des prochains mois. Les zones de production au Nigéria continuent à assurer l'approvisionnement du Niger et du Tchad en raison du faible niveau de sa demande interne, et de la dépréciation de la naira par rapport au franc CFA. Les flux commerciaux transfrontaliers se poursuivront sans entrave. Les prix du sac de 100kg de mil, de maïs ou de sorgho restera évolueront entre 5.000 6.000 naira dans la zone soudanienne. Sur les marchés du sud du Niger, les prix ne dépasseront pas 16 .000 et 24.000 FCFA pendant la soudure. En zone agro-pastorale vulnérable, les prix du bétail chutent entre février et juin en raison de la mise sur le marché massive des animaux par une population sans autre mécanisme d'accès alimentaire. Les termes de l'échange bouc/mil atteignent des niveaux très défavorables aux pasteurs et aux petits agro-pasteurs. La dégradation de l'accès alimentaire, et les conditions difficiles de la soudure causeront des pics de malnutrition au delà du seuil critique dans les zones les plus vulnérables, fragilisant les systèmes de vie. Même si la saison agricole démarre normalement,, une forte insécurité alimentaire liée au pouvoir d'achat affectera les groupes pastoraux, agro-pastoraux du Niger, du Tchad et de l'extrême nord du Nigéria pouvant affecter les conduites des activités champêtres pour la campagne 2010/11. Les franges vulnérables en milieu urbain, y compris dans les grandes villes côtières, connaîtront une insécurité alimentaire modérée. Au Niger et au Tchad, les volets pastoraux des programmes d'atténuation ne couvriront pas l'intégralité des besoins. Le

Nigéria d'atténuera les difficultés alimentaires de l'extrême nord. La mission considère ce scénario comme le plus probable.

Conclusions et recommandations

La mission estime que les marchés céréaliers sont dans une configuration qui favorisera la réponse à l'insécurité alimentaire dans les pays du bassin oriental d'ici à la soudure. Les achats institutionnels de céréales – qui demandent à être mieux coordonnés – restent possibles au Bénin et au Nord Nigéria d'ici la fin du mois de mars. L'évolution de ce flux devra être suivie de façon continue afin de détecter d'éventuels dysfonctionnements qui pourraient en particulier pénaliser les zones isolées.

La mission estime que le marché du bétail connaît actuellement une situation difficile qui présage d'un accès alimentaire précaire pour les pasteurs et les agro-pasteurs d'ici les prochaines récoltes. Les actions de soutien dans le domaine de la sécurité alimentaire devront s'orienter vers la rupture du cercle vicieux actuellement enclenché, particulièrement sur la filière des petits ruminants qui constitue un important filet de sécurité.

Recommandation	Responsable
Coordonner les achats institutionnels en cours, et s'abstenir d'effectuer des achats après le mois de mars 2010	Offices Nationaux (OPVN, ONASA, NFR) et acheteurs institutionnels
Réévaluer la pertinence des réponses à la problématique pastorale au Niger et au Tchad. Envisager des actions additionnelles pour casser la dynamique de la baisse des prix des petits ruminants, y compris : <ul style="list-style-type: none"> • Exonérer de droits de douane et de taxes les importations d'aliment bétail entre mars et juillet 2010. • Augmenter les volumes d'aliment bétail vendu à prix modéré • Organiser et sécuriser le retour des transhumances le long des parcours Positionner des stocks d'aliment bétail et d'eau pour le retour des troupeaux nomades. • Organiser les distributions gratuites d'aide alimentaire dès mars. Les appuis devront démarrer dès mars.	Gouvernements, partenaires, ONGs, associations d'éleveurs
Dans les zones urbaines déjà en situation précaire, démarrer des distributions,. Des programmes de transferts monétaires peuvent avoir lieu en zone urbaine. Privilégier les distributions gratuites d'aide alimentaire dans les villages très déficitaires de Ouallam, Tanout, Tahoua, Dakoro, Kanem, Barh El Gazel, Batha, Guera, Hadjer Lamis .	
S'abstenir d'entraves officielles ou non officielles au commerce transfrontalier.	Ministères du Commerce
Assurer un suivi plus rapproché des prix, du taux de change, des flux et de l'installation de la saison. Suivre le marché de Kousséri (Cameroun) afin d'identifier le sens et le volume des flux céréaliers entre le Cameroun et le Tchad. Ces informations seront diffusées mensuellement par les canaux existants.	SIM Tchad

Améliorer les conditions sanitaires et nutritionnelles des enfants de 0 à 5 ans et renforcement du suivi nutritionnel pour les enfants et les femmes allaitantes.	Gouvernement, partenaires et ONGs
---	-----------------------------------

Annexe 1 : Prix des produits sur les différents marchés visités.

LOCALITES	MIL			SORGHO			MAÏS			RIZ local			NIEBE		
	Feb-10	Feb-09	AUG %	Feb-10	Feb-09	AUG %	Feb-10	Feb-09	AUG %	Feb-10	Feb-09	AUG %	Feb-10	Feb-09	AUG %
BENIN															
MALANVILLE	17,500	13500	29.6296296	11,000	12000	-8	11,000	11,500	-4	16,000 ?	#VALUE!	31,000	?	#VALUE!	
PARAKOU	-	-	#VALUE!	-	-	#VALUE!	16,000 ?		#VALUE!		#DIV/0!	32000	28000	14.2857143	
NIKKI	-	-	#VALUE!	12000	-	#VALUE!	12,500	16,000	-21.875		#DIV/0!	-	-	#VALUE!	
Bohicon*			#DIV/0!	20000		#DIV/0!	125000		#DIV/0!	17500		#DIV/0!	32000		#DIV/0!
Cotonou			#DIV/0!			#DIV/0!			#DIV/0!			#DIV/0!			#DIV/0!
* Bohicon: prix au kg converti en sac de 100kg															
NIGER															
GAYA	17,000	16,000	6	13,500	14,000	-4	14,000	?	#VALUE!	17,500	?	#VALUE!	30,000	?	#VALUE!
MARADI	17,000	16,000	6	15,500	14,000	11	17,500	18,000	-3	18300	23000	-20			#DIV/0!
DIFFA***	11,000	12,500	-12			#DIV/0!	10,000	11,500	-13	11,000		#DIV/0!	25,000	27,000	-7
ZINDER *	18,000		#DIV/0!	17,500		#DIV/0!	20,000		#DIV/0!			#DIV/0!	30,000		#DIV/0!
MATAMEYE	20,000	14,500	38	20000	12000	67	21,000	17,000	24			#DIV/0!	34,000	25,000	36
BOUREIMI	18,000	16,000	13			#DIV/0!	17,000	15,000	13			#DIV/0!	25,000	22,000	14
GUIDIGUIR	17,500	20,000	-13			#DIV/0!			#DIV/0!			#DIV/0!			#DIV/0!
KONI	16,563	16,667	-	14,063	13,889	1	15,625	16,667				#DIV/0!	36,000	16,500	118
NIGUEL-KOLO	17,188	18,056	-5									#DIV/0!			
MAGARIA**	17,000	19,000	-11	18,000	17,000	6	23,000	16,000	44			#DIV/0!	18,000	13,000	38

* maïs jaune

** en 2010 niébé du Nigeria et en 2009 niébé du Niger

*** Sacs de 75kg

LOCALITES	MIL			SORGHO			MAÏS			RIZ local			NIEBE		
	Feb-10	Feb-09	AUG %	Feb-10	Feb-09	AUG %	Feb-10	Feb-09	AUG %	Feb-10	Feb-09	AUG %	Feb-10	Feb-09	AUG %
NIGERIA															
DOLE	17,188	16,667	3	13,438	13,889	-3	13,750	13,889	-1	15,625		#DIV/0!			#DIV/0!
ILLELA	16,400	13,700	20	18,200	13,700	33	18,550	11,800	57	20,000	15,700	27	29,000	15,700	85
JIBIA	16,875	16,667	1	15,625	15,556	0	16,875	18,056	-7			#DIV/0!			#DIV/0!
DAMASSAK *	6,250	6,944	-10			#DIV/0!			#DIV/0!			#DIV/0!	25,000		#DIV/0!
GUDUMBALI	18,200	15,700	16	11,600		#DIV/0!	19,000	15,700	21			#DIV/0!	29,100	26,600	9
MAI ADUA	17,500	14,000	25	17,800	13,300	34	17,800	11,800	51			#DIV/0!	23,600	15,700	50
MAÏGATARI	16,364	11,765	39	16,545	9,804	69	19,636	13,725	43			#DIV/0!	18,182	11,765	55
LAGOS MILE 12	20,509	17,451	18	26,873	27,059	-1	23,491	16,078	46	22,000		#DIV/0!	36,000	39,804	-10
LOKOJA			#DIV/0!	16,364	12,549	30	17,091	12,157	41			#DIV/0!	30,909	31,373	-1
MINNA	25,455	16,863	51	21,818	11,765	85	21,818	8,235	165	16,364	8,627	90	38,182	16,471	132
GOMBE	16,364	12,549	30	14,545	11,765	24	18,182	13,333	36	43,636	33,333	31	32,727	17,647	85
JOS	18,182	13,725	32	16,364	11,765	39	19,273	13,725	40	27,273	17,647	55	30,909	19,608	58
LAFIA	18,182	10,980	66	14,545	5,882	147	20,000	8,627	132			#DIV/0!			#DIV/0!
KADUNA	18,182	8,235	121	16,000	7,843	104	16,364	7,059	132	16,364	7,843	109	29,091	11,765	147
ABUJA (FCT)	25,455	17,647	44	23,273	12,549	85	20,364	8,627	136			#DIV/0!	40,000	17,647	127
DAWANAU	17,455	9,804	78	17,455	9,804	78	16,364	13,725	19			#DIV/0!	30,545	21,569	42
MUNA GARAGE	15,625	16,667	-6	18,750	22,222	-16	18,750	23,611	-21			#DIV/0!	37,500	38,889	-4
POTUSKUM	15,625	11,111	41	12,500	9,722	29						#DIV/0!	31,250	23,611	32
Lafia	negligeable			14,060	18,750		17,100	21,800				#DIV/0!	26 562	37,500	
Ibadan	19,680	21,875		17,810	13,750		18,430	16875		37,118	27,500		37,187	28,125	
Funtua	17,187	15,600		11,875	12,000		15,000	13,000				#DIV/0!	25,000		
Giwa	18,700			12,500	12,810		14,062	12,900				#DIV/0!	25 000	31,000	
Samimaka	17,500	15,000		11,850	14,680		13,125	14,062				#DIV/0!	23,430	31,250	
Gusau	18, 750	14,060		10,930	12,500		18, 750	12,500				#DIV/0!	29,680	18,700	